

Bolivie: après un autre pic de tension, les opposants renouent le dialogue avec le gouvernement

17-09-2008

Cette nuit, les préfets adversaires ont scellé un début d'accord avec le gouvernement du président Evo Morales pour relancer le dialogue, malgré le fait que plus tôt, ils avaient considéré les négociations pratiquement brisées à cause de l'arrestation du préfet de Pando.

L'accord a été scellé par le vice-président Alvaro Garcia Linera et le préfet de Tarija, Mario Cossio, en présence du cardinal Julio Terrazas. "Que ce soit le commencement d'un grand accord national pour qu'il donne paix et tranquillité à nos gens", a dit le préfet de Tarija, qui a négocié avec le Pouvoir exécutif en représentation de ses pairs de Santa Cruz, de Chuquisaca, de Beni et de Pando.

La détention du préfet de Pando, Leopoldo Fernandez, dans une enceinte militaire inconnue a été sur le point de faire échouer le dialogue. Après être resté deux heures dans la base aérienne de El Alto, Fernandez a été déplacé à une autre région par ordre du gouvernement, devant la crainte que les organisations sociales de la ville voisine de La Paz débordent le contrôle militaire dans le but d'agresser le préfet. Plus tôt, des dirigeants de l'opposition avaient annoncé l'échec de la ronde de négociations avec le gouvernement du président Evo Morales, après l'arrestation du préfet de Pando, accusé de génocide par l'Exécutif. "La négociation a été inaugurée par l'état d'urgence et se ferme (aujourd'hui) avec une arrestation... Le dialogue agonise", a dit de manière tranchante le préfet de Tarija, Mario Cossio, après qu'une gestion ait échoué pour obtenir la libération de Fernandez, qui a été arrêté par décision du Gouvernement central, après la mort d'au moins 15 paysans dans ce département amazonien. "Nous espérons que le président réfléchisse à l'impact de sa décision dans la dernière opportunité qu'il y avait de pacifier pour construire un grand accord national", a ajouté Cossio, qui en même temps a réclamé que se lèvent les barrages de routes que réalisent des manifestants dans ce département. Quant à lui, le titulaire de l'influent Comité pro Santa Cruz, Branco Marinkovic, s'est joint aux demandes de libération de Fernandez, tout en ratifiant la revendication de dévolution de toute la rente pétrolière aux préfectures. Clarin, 16 septembre 2008 (23h08).<http://www.clarin.com/diario/2008/09/16/um/m-01761599.htm> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>